

Assemblée annuelle d'Assarmatori

: Les armateurs italiens accusent la commission européenne sortante de négligence

PUBLIÉ LE 18 JUILLET 2019 PAR ARIEL F. DUMONT



Lors de l'assemblée annuelle d'Assarmatori, la confédération qui regroupe les principaux armateurs italiens et internationaux, le président Stefano Messina a demandé un changement de cap pour l'Europe ©Assarmatori

L'assemblée annuelle d'Assarmatori, la confédération qui regroupe les principaux armateurs italiens et internationaux, s'est tenue le 16 juillet à Rome. La commission européenne sortante a concentré toutes les critiques. Le président de l'association, Stefano Messina, a demandé un changement de cap pour l'Europe et insisté sur le fait que l'Italie devait faire entendre sa voix pour être protagoniste et non un sujet passif de la route de la Soie.

Le plus grand échec de l'Europe ? Ne pas avoir été capable de relancer les politiques maritimes et avoir failli dans la gestion de la Méditerranée. Durant l'assemblée annuelle d'Assarmatori, l'association qui regroupe les principaux armateurs italiens et internationaux (dont les membres totalisent une flotte de 450 navires), Stefano Messina ne demande rien de moins à la prochaine commission européenne qui est en train de s'installer de tout remettre à plat. Selon le président de l'association, qui est aussi le patron du groupe emblématique national qui porte son nom, la Commission sortante « *n'a pas été en mesure de gérer rationnellement le secteur maritime en dépit du poids des échanges commerciaux – 80 % – transitant par les ports et sur les navires de pays membres, à commencer par l'Italie* ». Dans son discours, Stefano Messina a également mis en cause une politique européenne qui aurait clairement accentué les distorsions de traitement en faveur des pays d'Europe du Nord. À titre d'exemple, il a cité les financements débloqués en faveur des compagnies qui relient les ports de la mer du Nord et de la Baltique au détriment de l'Italie, « *pourtant commercialement bien plus stratégique en raison de ses liaisons avec les pays méditerranéens situés en dehors de la zone européenne* ».

3 % du PIB italien sous-estimé

« *La nouvelle Commission européenne devra inverser la tendance au nom du développement de l'économie maritime* » a encore plaidé celui qui espère un commissaire européen de nationalité italienne en charge des transports. Un vœu partagé par Enrico Letta, ex-président du Conseil italien de 2013 à 2014, qui participait aux travaux de l'assemblée.

La nouvelle route de la Soie, dans laquelle l'Italie est l'un des pays les plus engagés en Europe, fut aussi à l'ordre du jour. Avec son investissement total de 8 000 Md\$, le grand projet de Xi Jinping reste perçue comme une magnifique opportunité pour les ports italiens notamment de Gênes et Trieste. « *Ce projet va déplacer l'axe des échanges en Europe et le système portuaire italien doit s'engager dans une politique de remise à neuf de ses ports et d'amélioration de son réseau ferroviaire et de ses infrastructures* » a plaidé le président des armateurs, qui enjoint cependant le gouvernement à « *imposer une voix italienne à ce projet* ». En clair, les représentants du secteur maritime (3 % du PIB italien) attendent dans les plus brefs délais que l'exécutif italien fasse connaître ses priorités sur les infrastructures, le calendrier de leur mise en œuvre, mais aussi des indications sur les politiques commerciales et fiscales que l'Italie entend adopter.

Demande de réciprocité

L'administrateur délégué de Financantieri a jeté un autre pavé dans la mare des discussions sur Bruxelles. « *Nous sommes bloqués par l'interprétation des normes. Nous avons investi en France et nous attendons depuis des mois les conclusions de Bruxelles. Pourtant l'Europe a permis à la Corée du Sud de gérer les chantiers. Au lieu de nous bloquer entre nous, travaillons ensemble, l'Europe doit s'occuper des intérêts de l'Europe* » a tonné Giuseppe Bono. Achille Onorato, administrateur délégué du groupe Moby, a évoqué pour sa part le renouvellement de la flotte des ferry pour lesquels il a sollicité des aides notamment pour les jeunes entreprises.

Ariel F. Dumont